



Education : Emmanuel Macron relance les concertations dans les établissements scolaires



Emmanuel Macron se rend, ce lundi, à Aix-en-Provence pour relancer le Conseil national de la refondation. Selon le ministre de l'Education, un cinquième des écoles, collèges et lycées ont « l'intention d'organiser des concertations » et « plus d'un millier » l'ont déjà fait. Pap Ndiaye mise sur « un effet boule de neige » pour que « l'ensemble des établissements s'y engagent au fil du quinquennat ».

Emmanuel Macron
Pap Ndiaye

Publié le 5 déc. 2022 à 8:04

Trois mois après avoir annoncé la création du Conseil national de la refondation (CNR), Emmanuel Macron s'apprête à relancer celui de l'éducation. Le chef de l'Etat se rend, ce lundi, au collège du Jas de Bouffan d'Aix-en-Provence, classé en éducation prioritaire, sur fond de réforme attendue de la classe de 6e .

« Les choses prennent vraiment tournure », s'est félicité Pap Ndiaye, jeudi, en visite au lycée parisien Jean Lurçat, dans le 13e arrondissement, qui avait organisé un CNR . Selon le ministre de l'Education nationale, « plus d'un millier de concertations ont déjà eu lieu, 5 à 6.000 sont prévues à brève échéance et près de 12.000 sont dans la tuyauterie ».

« Donner un peu d'air »

Pap Ndiaye comptabilise les établissements qui ont « l'intention d'organiser des concertations » pour se féliciter de l'implantation d'« un cinquième des établissements scolaires » dans le CNR. Les premiers projets seront prêts « début 2023 », a-t-il assuré. L'objectif est que « cela fasse boule de neige, de manière que l'ensemble des établissements s'y engagent au fil du quinquennat », a indiqué Pap Ndiaye.

Il faut « permettre à tout le monde de donner son point de vue, notamment les élèves », a insisté le ministre avant d'aller à la rencontre des jeunes, de table en table. Tous ont débattu de réussite, d'égalité des chances et de bien-être - les thématiques du CNR. Leurs contributions doivent aider à « rénover le projet d'établissement », a souligné la proviseure, Sylvie Bezat.

« On manque de cours »

Après une heure de débats entre eux, les élèves ont échangé avec Pap Ndiaye. Une lycéenne de seconde a d'abord insisté sur « le problème lié à l'orientation » et le manque de « séances » pour échanger ce sujet. « On manque de cours », a-t-elle ajouté, en réclamant « davantage d'accompagnement personnalisé ».

Les élèves réclament aussi une cafétéria ou une salle pour manger, « une maison des étudiants et des lycéens qui accueillerait des clubs de sport et des associations », ou encore « du tutorat ». « Nous avons mis en place un tutorat fait par les enseignants, mais le manque de moyens nous a conduits à abandonner ce qui fonctionnait », glisse un enseignant.

Les professeurs réclament « des moyens humains et matériels, un parc informatique efficient et moins d'élèves par classe ». « Ils sont 35 par classe, alors que ce sont des jeunes en difficulté qu'il faut prendre par la main, confie une professeure. Faute d'une dotation horaire suffisante, certaines matières - comme l'enseignement des technologies en langue anglaise - ne sont pas enseignées, alors qu'elles figurent au programme. » « Pas de compétition entre établissements »

Le CNR et son fonds d'innovation pédagogique - 500 millions d'euros sur le quinquennat - peuvent-ils y parvenir ? « Il y a lieu de regarder ce qui peut entrer dans le cadre d'un financement CNR et ce qui relève d'autre chose, répond Pap Ndiaye. Pour l'instant, nous laissons les projets pédagogiques s'élaborer sans contrainte pédagogique. » Certains projets seront-ils recalés ? « Ceux qui ne seront pas suffisamment mûrs seront reformulés pour obtenir un financement, assure-t-il. Il n'y aura pas de compétition entre établissements. »

Les échanges les plus nourris ont porté sur la santé mentale. Sur « la psychologue, qui n'est là que le vendredi matin, alors que beaucoup ont besoin de parler », regrette une lycéenne. Un autre évoque « le manque d'information sur la dépression » - « C'est comme pour le harcèlement, on a parfois honte d'en parler. » « On n'ouvre pas assez les yeux sur des choses qui peuvent avoir beaucoup de répercussions dans le domaine scolaire », renchérit une lycéenne.



Le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, lors d'un CNR au lycée Lurçat, jeudi dernier, à Paris. Marie-Christine Corbier

« On n'est pas complètement sortis de cette période terrible du Covid » qui a laissé des traces, souligne une professeure. « On a des situations dramatiques face auxquelles on ne sait pas quoi faire », complète une conseillère principale d'éducation en évoquant la « frustration, malgré notre dévouement, d'accompagner les élèves avec des bouts de ficelle ».

« Au moins un café ou un chocolat chaud »



Et parfois, la situation est « très délicate », raconte un professeur : « Quand un jeune vous dit « J'ai envie de partir », c'est tout de suite qu'il faut agir, pas dans deux mois. Mais quand on a un médecin scolaire réparti sur plusieurs établissements et une infirmière débordée... » La proviseure évoque aussi le cas de lycéens sans domicile fixe qui ont passé plusieurs nuits dans la rue.

Au quotidien, il faudrait au moins que les élèves puissent prendre « un café ou un chocolat chaud dans l'établissement », suggère une enseignante. « La loi a interdit les distributeurs, déplore-t-elle. Résultat, les élèves se ruent au supermarché d'en face. En pensant bien faire, on a tué la convivialité. » Sans compter qu'« au lieu de boire un verre de coca au distributeur, ils en consomment désormais un litre et demi ».

